

Isabelle Lasserre

## **Crimée: la réponse timide des Occidentaux à Moscou**

Après une semaine de relatif silence, l'Europe et les États-Unis ont musclé, au moins verbalement, leur réaction vis-à-vis de Vladimir Poutine. En pointe des critiques, les États-Unis ont menacé d'isoler économiquement la Russie après avoir annulé une série de réunions internationales. Ils suggèrent aussi de lui retirer son siège au sein du G8. Le secrétaire d'État américain, John Kerry, a dénoncé «l'incroyable acte d'agression» de la Russie, qui a pris le contrôle de la Crimée et massé 150 000 hommes à la frontière ukrainienne. «Vous ne pouvez pas, au XXIe siècle, vous comporter comme au XIXe siècle, en envahissant un autre pays sous un prétexte complètement fallacieux», a-t-il affirmé. Le vice-président, Joe Biden, a appelé Moscou à un repli de ses forces en Ukraine lors d'une conversation téléphonique avec le premier ministre russe, Dmitri Medvedev. Barack Obama, lui-même, a brandi la menace lundi soir de «mesures économiques et diplomatiques qui isoleront la Russie», qui est, selon lui, «du mauvais côté de l'Histoire». Le Sénat américain étudie des sanctions sur les banques, les avoirs et les visas russes.

Réunis lundi à Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères européens ont élevé la voix. Pour le chef de la diplomatie britannique, il s'agit de «la pire crise du XXIe siècle en Europe». William Hague prévient que l'intervention en Crimée aura des «coûts importants» pour Moscou. «S'il n'y a pas de mesures rapides et concrètes de désescalade, toute une série de contacts seront coupés», a confirmé Laurent Fabius. Un sommet européen extraordinaire, au niveau des chefs d'État et de gouvernement, sur la situation en Crimée aura lieu jeudi. L'UE a demandé à la Russie de rappeler ses troupes et d'entamer le dialogue avec l'Ukraine.

La réunion de Bruxelles a accouché d'une souris

Mais les menaces restent pour l'instant symboliques. Divisée sur la réponse à apporter à Moscou - les Baltes et la Pologne sont partisans d'une ligne dure et l'Allemagne d'un dialogue avec Moscou -, la réunion de Bruxelles a accouché d'une souris. Certes, l'UE menace de remettre en cause ses relations avec la Russie en l'absence de «désescalade» en Ukraine. Mais, dans un premier temps, les chefs de la diplomatie européenne ont simplement décidé de suspendre les pourparlers avec la Russie sur les questions relatives aux visas... Barack Obama a une marge de manœuvre limitée: il a besoin de Moscou sur les grandes crises internationales que sont l'Iran, la Syrie et l'Afghanistan.

### **«Poutine a tenté de construire un nouveau rideau de fer»**

En face, Vladimir Poutine observe froidement la réaction des Occidentaux avant de savoir quel pion il avancera. Il a déjà acquis le contrôle de la Crimée, sans que les soldats russes n'aient eu à tirer un coup de feu. Les mesures envisagées par les Occidentaux ne visent pas à revenir au statu quo qui prévalait avant la crise, mais à empêcher une escalade militaire. Pour confirmer l'arrimage définitif de la Crimée à la Russie, le Kremlin a annoncé lundi la construction d'un pont reliant le territoire russe à la péninsule ukrainienne à majorité russophone...

Le président russe possède d'autres armes: l'énergie, l'économie, la politique. Toutes ces cartes ont été utilisées par le Kremlin ces dernières années pour dissuader les anciennes républiques soviétiques de se rapprocher de l'Otan et de l'UE. Citant la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, la spécialiste Judy Dempsey écrit sur le site de la Fondation Carnegie: «Avec ces politiques, Vladimir Poutine a tenté de construire un nouveau rideau de fer à travers le continent... Il est temps pour les leaders européens de reconnaître que l'âge des illusions sur la Russie est terminé.»

Tous les scénarios sont encore possibles, mais la perspective d'un isolement diplomatique et économique semble pour l'instant avoir favorisé une pause dans les projets militaires de Moscou. Le

président de la Douma a en tout cas affirmé qu'une intervention de l'armée russe n'est «pas nécessaire pour le moment». Ce qui ne veut pas dire que le Kremlin ait renoncé à l'Ukraine.

En attendant, et pour reprendre l'initiative diplomatique, Moscou a demandé une nouvelle réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, où il possède un droit de veto. Lundi soir, l'ambassadeur russe y a justifié l'intervention de son pays par une demande d'aide militaire du président ukrainien Viktor Ianoukovitch, «pour défendre la population ukrainienne». «Vladimir Poutine parie sur la faiblesse et la division des Occidentaux. Il observe la scène internationale et analyse les rapports de force avant de proposer une sortie de crise qui lui soit le plus favorable possible», prédit un observateur. La Crimée fait déjà partie de son butin.

### **Le rouble et la Bourse de Moscou secoués**

Les marchés n'aiment guère les bruits de bottes. La Bourse de Moscou n'a pas échappé à la règle. Son principal indice, le Micex, a plongé lundi de 11%, rappelant la crise financière de 2008. Le rouble, quant à lui, a atteint son plus bas niveau historique contre la devise européenne. Un euro s'échangeait lundi sur le marché des changes à 50,3 roubles, et à plus de 60 roubles dans des guichets de banque à Krasnoïarsk, en Sibérie, selon l'agence Interfax. La monnaie russe a perdu jusqu'à 1,5% contre le dollar dans la journée. La banque centrale a réagi lundi en augmentant fortement son principal taux, de 5,5% à 7%. Objectif de cette riposte monétaire: défendre le rouble et limiter l'inflation des produits importés. La tension géopolitique en Crimée a par ailleurs fait grimper le cours du pétrole lundi (le brent est passé de 109 dollars vendredi à près de 112 dollars). À court terme, l'effet peut être bénéfique pour Moscou. Un baril plus cher, vendu en dollars, fait gonfler les recettes en roubles de l'État russe. Même si l'économie russe est fragilisée depuis plusieurs mois et que la crise ukrainienne va exacerber la méfiance des investisseurs, avec 493 milliards de dollars de réserves de change au dernier pointage, la stabilité financière de la Russie n'est pas encore menacée.